



À l'heure d'écrire ces lignes en mars 2021, plus de deux millions et demi de personnes dans le monde sont mortes des suites de complications liées au Covid-19. Bien que les campagnes de vaccination progressent à petits pas, nous n'avons malheureusement toujours pas fini de voir le bout du tunnel de la plus grande crise sanitaire qui a touché le monde depuis la pandémie grippale dite "espagnole" de 1918. Que peut-on dire de la situation des personnes âgées dans les maisons de repos ?

Covid-19, le virus qui n'aimait pas les syndicats

Mehmet Koksal
ETUI

Il est vrai que des analyses et communications en tout genre ont suivi les périodes de confinement obligatoire. Celles-ci ont finalement débouché sur la construction collective du plus grand catalogue des erreurs ou incohérences commises par des gouvernements, des organisations ou des sociétés dans la gestion d'une crise prévisible aux conséquences encore inestimées sur plusieurs décennies.

Au passage et presque passé inaperçu, parmi les 2634386 premières victimes dans le monde, on aperçoit le gros contingent majoritaire de corps sans vie des personnes âgées et du personnel des maisons de repos qui semblent avoir été lâchement sacrifiés par nous tous dans un climat de panique apocalyptique. La mort ou même l'absence d'un instant mémoriel pour marquer le deuil d'une génération de séniors risquent à tout le moins de peser lourdement sur nos consciences.

Au-delà du "deuil inaperçu", il convient de réfléchir sur les effets mortels d'une politique débridée de privatisation des soins de santé et des maisons de repos en Europe. Un récent rapport¹ du Corporate Europe Observatory indique, par exemple, que près de 60 % de tous les décès de la première

vague d'infections au Covid-19 dans les pays européens sont directement liés aux personnes âgées dans les maisons de repos. "Dégager du profit sur le dos des services de santé et de soins aux personnes pour les offrir aux actionnaires comporte un certain nombre de risques : détérioration des conditions de travail, baisse des salaires, réduction des effectifs, augmentation de la charge de travail, accroissement du stress, baisse des formations et de l'utilisation des équipements de protection, autant de facteurs qui affectent la sécurité et la qualité des soins. Les inégalités en matière de santé sont exacerbées par le fait que les prestataires privés à but lucratif 'sélectionnent' les patients à faible risque et bons payeurs, tandis que les patients à risque plus élevé et plus pauvres, ou ceux qui ont besoin de soins d'urgence, restent tributaires des services de santé publics, qui — en raison de l'austérité et de la captation croissante des fonds publics par les prestataires à but lucratif — manquent cruellement de ressources", précise cet observateur des lobbys européens qui plaide pour une sauvegarde des services publics de santé et des établissements publics d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

1. Tansey R. *et al.* (2021) When the market becomes deadly: how pressures towards privation of health and long-term care put Europe on a poor footing for a pandemic, Brussels, Corporate Europe Observatory.
2. Stevis-Gridneff M., Apuzzo M. and Pronczuk M. (2020) When Covid-19 hit, many elderly were left to die, *New York Times*, 8 août 2020.



↳ Un récent rapport du Corporate Europe Observatory indique que près de 60 % de tous les décès de la première vague d'infections au Covid-19 dans les pays européens sont directement liés aux personnes âgées dans les maisons de repos. Photo: © Belga

La mort ou même l'absence d'un instant mémoriel pour marquer le deuil d'une génération de séniors risquent à tout le moins de peser lourdement sur nos consciences.

Plus de 40 % de décès dans les maisons de repos

Dès août 2020, un reportage² sur les maisons de repos en Belgique avait déjà mis en lumière l'erreur fatale de les exclure de la stratégie générale de lutte contre la pandémie. En refusant les tests, les masques, l'isolation et l'accès des personnes âgées aux soins urgents dans les hôpitaux comptant pourtant des places disponibles, les autorités belges allaient sans le vouloir

encourager la prolifération du virus et enregistrer plus de 5700 décès dès la première vague, plaçant le pays en pole position du classement mondial du nombre de morts par habitant. Bien que pointée du doigt, la Belgique n'était pourtant pas seule à avoir commis pareille erreur d'appréciation. Les chiffres indiquent que plus de 40 % des premiers décès du Covid-19 aux États-Unis dirigés par Donald Trump étaient également liés aux établissements pour personnes âgées nécessitant des soins de longue durée

Nombre de décès dus au Covid-19 dans le monde au 11 mars 2021

	Morts du Covid-19
Europe	846 636
Amérique du Nord	784 156
Amérique du Sud	488 498
Asie	407 099
Afrique	106 893
Océanie	1 099
Total	2 634 386

Source: Worldometer's Covid-19 coronavirus pandemic, page consultée le 11 mars 2021

3. *ibid.*

4. Pour une étude internationale sur la mortalité liée au Covid-19 dans les maisons de repos, voir Comas-Herrera A. *et al.* (2021) Mortality associated with Covid-19 in care homes: international evidence, London, International Long Term Care Policy Network.

5. Dean A., Venkataramani A. and Kimmel S. (2020) Mortality rates from Covid-19 are lower in unionized nursing homes, *Health Affairs*, November 2020.

(*long-term care facilities*). "Des procureurs espagnols enquêtent sur des cas où des résidents ont été abandonnés à la mort. En Suède, des médecins urgentistes débordés ont reconnu avoir refusé des patients âgés. En Grande-Bretagne, le gouvernement a ordonné que des milliers de patients âgés hospitalisés — dont certains étaient atteints du Covid-19 — soient renvoyés dans des maisons de retraite afin de faire de la place pour l'afflux attendu d'autres patients infectés."^{3,4}

Dans ce réflexe journalistique qui pointe du doigt les mauvaises gestions en vue d'afficher les responsabilités des dirigeants et de susciter des réparations, il est assez utile d'épingler quelques exemples où les choses ont pris une tournure très positive dans un contexte similaire. Ainsi, on peut citer la maison de repos de Mariemont (Belgique) fondée en 1985 par des mutualités et des syndicats socialistes et chrétiens initialement pour sauver les emplois menacés suite à la fermeture, par décision ministérielle, d'un petit hôpital public spécialisé dans les soins aux travailleurs des mines atteints de la silicose. "Ce qui nous différencie fondamentalement des sociétés multinationales qui répondent à des actionnaires, c'est que

nous sommes une association sans but lucratif composée de dirigeants bénévoles", explique Martine Ranica, présidente de la Maison de Mariemont. "Alors qu'ailleurs les bénéfiques servent à dégager des dividendes pour les investisseurs, dans notre maison de repos les bénéfiques sont entièrement investis pour améliorer la vie des résidents et les conditions de travail du personnel. Contrairement aux autorités soumises à des règles strictes d'autorisation, d'appels d'offres, nous avons pu réagir très rapidement pour acheter des équipements de protection pour tous les résidents et le personnel. C'est ainsi que nous n'avons eu aucun cas lors de la première vague. Ensuite avec la deuxième vague, nous avons dû isoler les familles et le personnel pour contenir la propagation. Nous avons investi dans l'achat de tablettes et la formation des animateurs pour favoriser les échanges virtuels entre les résidents et leurs proches. À l'heure où je vous parle, plus de 90 % de nos résidents ont été vaccinés. Notre objectif principal est d'assurer le bien-être pour tous", conclut-elle.

Mêmes sons de cloches aux Pays-Bas sur l'importance du dialogue social et de l'absence de l'esprit de lucre avec l'exemple de *LOC Waardevolle zorg* (soins précieux), un réseau sans but lucratif créé en 1978 et soutenu par un millier de "comités des usagers" (*cliëntenraden*) représentant ensemble plus de 600 000 personnes impliquées dans le secteur des soins. Interrogé sur la gestion d'extrême urgence pour faire face au Covid-19, le coordinateur Thom van Woerkom se rappelle très bien cet appel téléphonique que son collègue direct a reçu le 17 mars 2020. "Il était environ 10 h du matin, on était tranquillement en train de manger quand on reçoit un appel urgent d'un responsable du cabinet du ministre de la Santé. Le collaborateur nous explique qu'on aura une réunion dans trente minutes avec le ministre. Le seul point à l'ordre du

jour: la fermeture des centres pour les visiteurs. On était sous l'effet du choc. Personne ne pouvait plus ni rendre visite à ses proches, ni à l'inverse sortir des maisons de repos, c'était comme une prison aussi bien pour les résidents que pour leurs proches à l'extérieur. Deux semaines plus tard, nous avons organisé une concertation entre les membres du Conseil d'administration, le comité d'entreprise et le comité des usagers avec une première recommandation tripartite aux autorités pour une réévaluation régionale des infections avec une réouverture graduelle. Dès le 25 mai, nous avons déjà obtenu des assouplissements contrôlés pour certains établissements alors que dans d'autres pays, les maisons de repos étaient encore forcées au confinement total."

EPI et emplois stables

Une récente étude scientifique⁵ va même plus loin en affirmant que les taux de mortalité du Covid-19 sont plus bas dans les maisons de repos dont le personnel est syndiqué qu'ailleurs où il n'y a pas de représentation des salariés. En s'appuyant sur une analyse transversale (*cross-sectional regression analysis*) pour examiner l'association entre la présence des syndicats du personnel soignant et les taux de mortalité liés au Covid-19 auprès de 355 maisons de repos dans l'État de New York, les chercheurs parviennent à démontrer que le taux de mortalité est de 1,29 point de pour cent plus bas dans les maisons de repos disposant d'une présence syndicale, ce qui représente selon l'étude une baisse relative de -30 % du taux de mortalité parmi les résidents par rapport aux établissements similaires sans syndicat. Les syndicats sont connus pour faciliter l'accès aux équipements de protection individuelle (EPI), un mécanisme qui peut expliquer le lien entre la présence de professionnels syndiqués et les taux de mortalité plus bas liés au Covid-19. Une autre explication se rapporte au fait que les syndicats exigent habituellement des ratios élevés de staff minimum par résident, imposent le paiement de congés payés pour le personnel soignant, réclament des salaires élevés et des avantages extra-salariaux. Les syndicats alertent aussi les travailleurs par rapport à leurs droits en matière de santé et sécurité au travail, exigent des employeurs de réduire les risques d'exposition aux substances dangereuses connues et agissent comme la voix collective des travailleurs pour faciliter la communication avec les employeurs. Autant d'éléments qui ont pour effet de réduire la rotation du personnel

Il convient de réfléchir sur les effets mortels d'une politique débridée de privatisation des soins de santé et des maisons de repos en Europe.

Les syndicats alertent les travailleurs par rapport à leurs droits en matière de santé et sécurité au travail.

dans une maison de repos et donc de limiter la transmission du virus. En Suède par exemple, la proportion élevée de travailleurs temporaires (à l'heure) qui exercent dans plusieurs maisons de soins est citée comme un élément qui a contribué à la propagation rapide du virus. Le port des EPI et le taux réduit de la circulation des infections apparaissent comme les deux principaux effets positifs de la présence syndicale au sein des maisons de repos pour combattre ce virus si particulier qui n'aime pas les syndicats.

À l'opposé de ces exemples positifs qui illustrent la flexibilité et le pragmatisme nécessaires pour répondre à des urgences

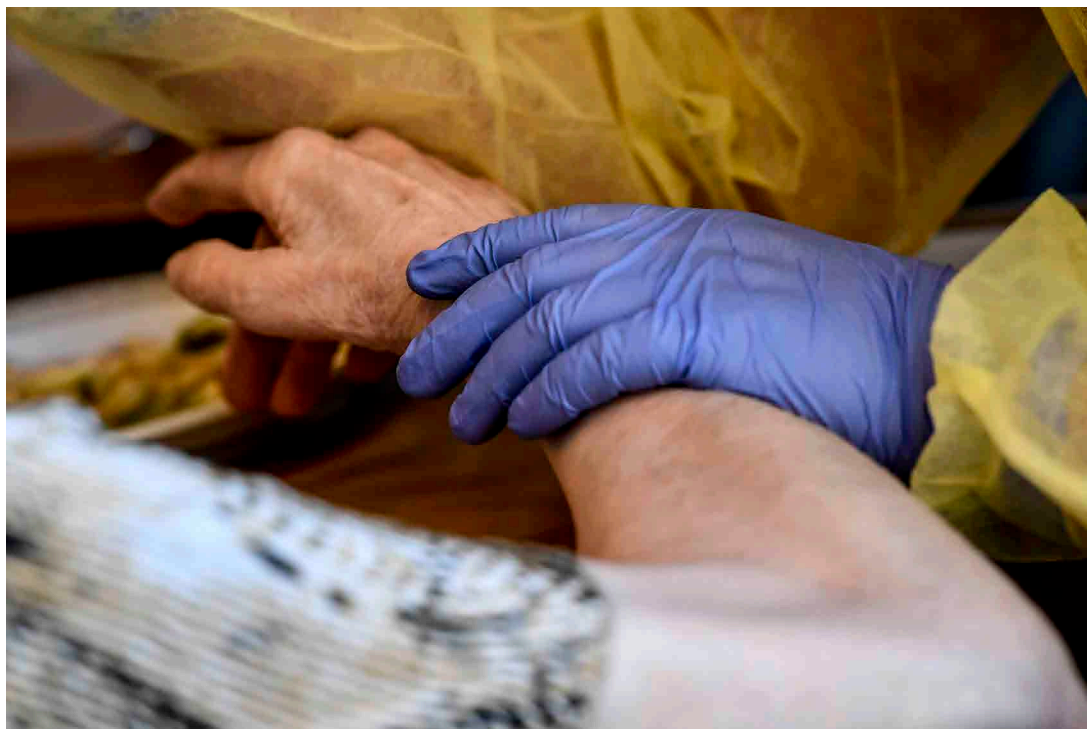
sanitaires en vue d'assurer le bien-être physique et mental des personnes âgées dans les maisons de repos, on peut aussi brièvement s'attarder sur la gestion des structures à but lucratif.

Près d'un an après le début du confinement, le gouvernement espagnol vient de briser l'un des plus grands tabous d'information liés à cette pandémie en annonçant officiellement que "29 408 personnes sont décédées des suites du coronavirus dans les maisons de repos depuis le début de la pandémie"⁶, ce qui représente plus de 40 % des 72 085 morts que le pays compte à ce jour. En se focalisant sur les stratégies de développement des principaux "fonds vautours" présents sur le marché espagnol des résidences pour personnes âgées (*residencias de mayores*), l'ancien député espagnol radical de gauche Raúl Camargo explique⁷ comment des sociétés françaises profitent de la

déréglementation et de la privatisation de ce secteur pour capter les bénéfices au profit de leurs actionnaires. Avec plus de 8,7 millions d'Espagnols de plus de 65 ans pour seulement 12 263 lits disponibles, le pays est perçu naturellement comme un marché fort lucratif. Que s'est-il produit pour les résidents de ces maisons privées quand est survenue la pandémie du Covid-19? Coincés par les effets du confinement, beaucoup ont été indirectement encouragés à mourir pour accélérer le déconfinement et le retour vers la recherche des gains de productivité. Au vu de l'explosion du taux de mortalité, le patronat espagnol aurait même déploré⁸ qu'un groupe non productif d'un point de vue économique (les personnes âgées) puisse retarder la reprise économique et nuire à ce point à l'ensemble des entreprises. Au-delà du seul cas espagnol, cette pression permanente pour une déréglementation lucrative au profit du secteur privé existe aussi au niveau européen, y compris en pleine pandémie.

Dès que la pandémie sera dernière nous, certains vont sans doute se précipiter dans les bars et les restaurants pour faire la fête à juste de titre, d'autres prendront aussi le temps de faire un détour vers les cimetières pour dire réellement au revoir aux morts dans les maisons de repos qui ont été les plus grands oubliés de la crise à travers le monde. Il est toujours facile de tourner la page, il reste par contre difficile de cacher les morts... surtout quand nous sommes un peu tous coupables. ●

↴ Une récente étude scientifique démontre que les taux de mortalité du Covid-19 sont plus bas dans les maisons de repos dont le personnel est syndiqué qu'ailleurs où il n'y a pas de représentation des salariés.
Photo : © Belga



6. Troya M. (2021) El Gobierno certifica que 29.408 personas han muerto por coronavirus en residencias desde el inicio de la pandemia, *El País*, 2 mars 2021.
7. Camargo R. (2020) Residencias de mayores: la zona cero del Covid-19, *Vientosur*, 17 mai 2020.
8. *ibid.*